



Signes vitaux du Canada 2010

INTRODUCTION

Chaque automne, d'un océan à l'autre, des fondations communautaires canadiennes élaborent un bilan local sur et pour leur collectivité. Chacun de ces rapports *Signes vitaux* analyse la situation d'une collectivité à la lumière de divers aspects de la qualité de vie. La notion de « bonne » qualité de vie varie d'une localité à l'autre. Chaque rapport *Signes vitaux* reflète cette diversité et suit des mesures importantes pour la collectivité.

Le 5 octobre 2010, 15 collectivités ont publié leur rapport *Signes vitaux*: Calgary, Hamilton, Kingston, London, le comté de Lunenburg, Medicine Hat, Montréal, Ottawa, Red Deer, Saint-Jean (N.-B.), Sudbury, Toronto, Vancouver, Victoria et la région de Waterloo. Pour plus de détails, consultez les [rapports locaux](#).

Outre ces priorités locales, on retrouve des enjeux communs cruciaux pour l'ensemble de la population canadienne. Pour cerner ces enjeux, les Fondations communautaires du Canada publient *Signes vitaux du Canada*, un rapport Internet qui fait état de la situation à l'échelle nationale. Pour chaque secteur prioritaire de *Signes vitaux*, on identifie un indicateur qui permet de tracer un tableau comparatif pancanadien.

Pour cette quatrième édition de *Signes vitaux du Canada*, nous examinons de nouveau plusieurs des indicateurs abordés dans la première édition du rapport, en 2007. Voici les indicateurs retenus cette année:

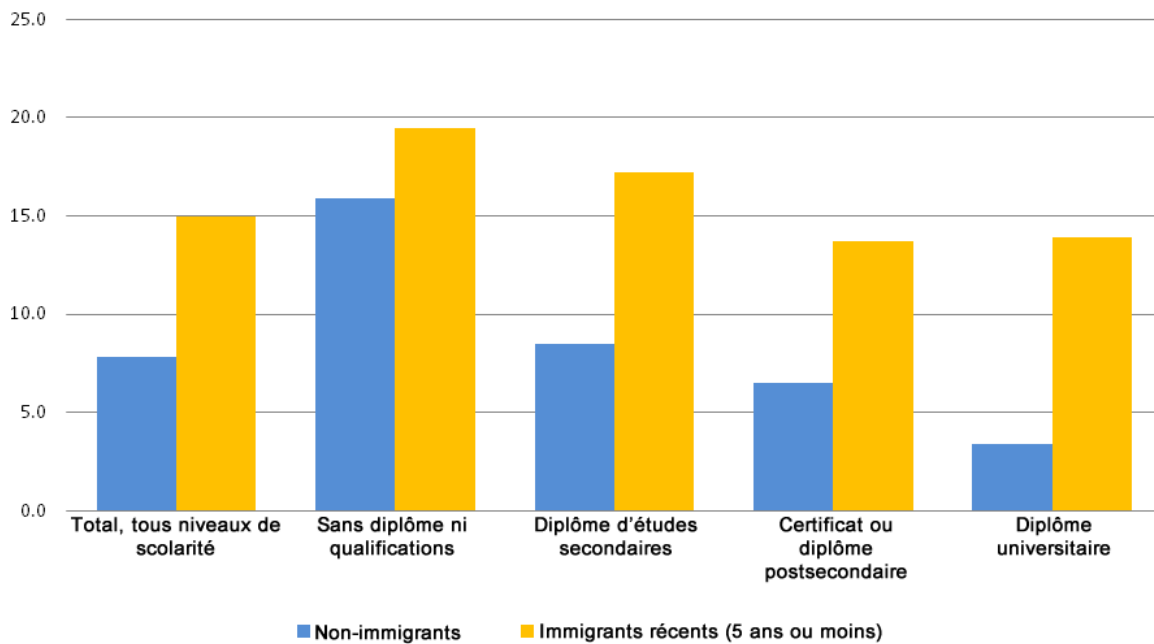
| Secteurs | Indicateurs 2010 |
|--|--|
| 1. Nouveau départ | Taux de chômage parmi les immigrants |
| 2. Environnement | Émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules privés |
| 3. Logement | Prix moyen du logement par rapport au revenu médian |
| 4. Santé | Médecins par habitant |
| 5. Inégalités socio-économiques | Taux de pauvreté général |
| 6. Travail | Taux de chômage |
| 7. Éducation | Proportion de la population ayant terminé le secondaire |
| 8. Sécurité | Taux de crimes contre la propriété |
| 9. Arts et culture | Situation de l'emploi dans le secteur culturel |
| 10. Appartenance et leadership | Sentiment d'appartenance à la collectivité |

RÉSULTATS DE RECHERCHE NATIONAUX

1 Nouveau départ

L'écart entre le taux de chômage des nouveaux immigrants (au Canada depuis cinq ans ou moins) et celui des non-immigrants se creuse avec le niveau de scolarité. En 2009, le taux de chômage des immigrants récents titulaires d'un diplôme universitaire s'élevait à 13,9 % - un taux 4,1 fois supérieur au taux de 3,4 % des diplômés universitaires nés au Canada.¹

Taux de chômage parmi les immigrants récents au Canada (5 ans ou moins) par rapport à celui des non-immigrants, selon la scolarité, 2009



Source: Statistique Canada, prévisions non publiées fondées sur les données de l'Enquête sur la population active.

¹ Statistique Canada (2010). Prévisions non publiées fondées sur les données de l'Enquête sur la population active.

Le Canada accueille en moyenne plus de 240 000 immigrants par année.² À la lumière du vieillissement de la population et du faible taux de natalité, on prévoit que, d'ici 2030, l'immigration constituera la seule source de croissance de notre population.³ De plus, dès l'an prochain, la croissance nette de notre main-d'œuvre reposera presque uniquement sur l'immigration.⁴

Citoyenneté et Immigration Canada évalue les compétences des travailleurs en fonction de leur scolarité, de leur expérience et de leur connaissance de l'anglais ou du français.⁵ Les résidents nés à l'étranger (âgés de 25 à 54 ans) sont plus susceptibles d'avoir un diplôme universitaire que les citoyens nés au Canada. En 2006, 36 % des immigrants de ce groupe d'âge détenaient au moins un diplôme de premier cycle, alors que ce taux n'était que de 22 % parmi les personnes nées au pays.⁶

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, en 2009, le taux de chômage parmi les nouveaux immigrants était près de deux fois supérieur à celui des personnes nées au Canada (15,0 % par rapport à 7,8 %). Cet écart fluctuait selon le niveau de scolarité. Le taux de chômage des immigrants récents sans diplôme ni certification s'élevait à 19,5 %, soit 1,2 fois le taux de 15,9 % enregistré par les non-immigrants sans diplôme ni certification. Parmi les titulaires d'un diplôme universitaire, cet écart était quatre fois plus important (13,9 % pour les nouveaux immigrants par rapport à 3,4 % pour les travailleurs nés au Canada).⁷

Les données sur le chômage ne nous indiquent cependant pas la proportion d'immigrants formés à l'étranger qui travaillent dans leur champ de compétences. Une récente étude de Statistique Canada révèle que 24 % des immigrants ayant étudié à l'étranger dans un secteur réglementé occupent un emploi dans cette profession ; ce taux grimpe à 53 % pour les immigrants qui ont étudié au Canada et à 62 % pour les personnes nées au pays.⁸

De nombreux facteurs contribuent à ces disparités. Les immigrants font état comme principaux problèmes du manque d'expérience de travail au Canada, du manque de reconnaissance de la formation ou de l'expérience acquise à l'étranger et de la barrière linguistique.⁹ Selon le Conference Board du Canada, la reconnaissance de la formation et des compétences acquises à l'étranger de tous les

² Statistique Canada (2010). [Diversité ethnique et immigration.](#)

³ Statistique Canada (2006). [La population canadienne.](#) *Le Quotidien*, mercredi 27 septembre 2006.

⁴ Statistique Canada (2007). [Étude : Les immigrants sur le marché du travail canadien.](#) *Le Quotidien*, lundi 10 septembre 2007.

⁵ Citoyenneté et Immigration Canada (2010). [Travailleurs qualifiés et professionnels.](#)

⁶ Statistique Canada (2007). [Étude : Les immigrants sur le marché du travail canadien.](#) *Le Quotidien*, lundi 10 septembre 2007.

⁷ Statistique Canada (2010). Prévisions non publiées fondées sur les données de l'Enquête sur la population active.

⁸ Statistique Canada (2010). [Immigrants exerçant des professions réglementées.](#)

⁹ Statistique Canada (2007). [Les immigrants sur le marché du travail canadien en 2006 : premiers résultats de l'Enquête sur la population active du Canada.](#)

immigrants contribuerait à injecter entre 3,4 et 5,0 milliards \$ dans l'économie canadienne.¹⁰ Compte tenu du rôle grandissant de l'immigration dans la composition et l'économie de notre pays, nous devons déployer davantage d'efforts pour éliminer les écarts de chômage entre les immigrants et les personnes nées au Canada.

¹⁰ Le Conference Board du Canada (2004). [Rendement et potentiel 2004-05 : Comment le Canada pourra-t-il prospérer dans le monde de demain ?](#)

2 Logement

En raison des faibles taux d'intérêt en vigueur depuis un certain temps, de nombreux Canadiens ont accédé à la propriété (alors qu'ils n'auraient peut-être pas pu autrement) et se retrouvent aujourd'hui fortement endettés.¹¹

En 2006, plus des deux tiers des Canadiens (68,4 %) étaient propriétaires de leur logement, comparativement à 65,8 % en 2001.¹² La récente crise économique n'a pas affecté le marché immobilier au Canada aussi gravement qu'aux États-Unis. Toutefois, les impôts fonciers et les assurances augmentent plus rapidement que l'inflation et les revenus. Aussi, au renouvellement, une hausse, même légère, des taux d'intérêt pourrait grandement entraver la capacité de payer les mensualités hypothécaires des propriétaires à rapport prêt-valeur (>80 % de la valeur de la propriété). Par conséquent, de plus en plus de Canadiens risquent d'avoir des difficultés à payer leur propriété,¹³ une situation soulevée dans un récent rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur la situation économique du Canada.¹⁴

Dès lors, que peuvent s'offrir les ménages canadiens en matière de logement? La réponse à cette question repose sur plusieurs facteurs, notamment le revenu familial, l'avoir net foncier (la mise de fonds) et les taux d'intérêt hypothécaires. Le rapport prix-revenu est l'une des mesures de base qu'utilisent les institutions financières pour évaluer l'accessibilité à une propriété. Plus le rapport est élevé, moins la propriété est accessible.

En 2008, le prix moyen du logement au Canada était de 303 607 \$, tandis que le revenu familial médian s'élevait à 73 500 \$, ce qui correspondait à un rapport prix-revenu de 4,13.¹⁵ Parmi les collectivités qui participent à *Signes vitaux*, ce rapport varie de 2,95 à London à 7,49 à Vancouver.¹⁶

¹¹ Statistique Canada (2007). [Étude : Les changements et défis qui attendent les propriétaires d'immeubles locatifs résidentiels](#). *Le Quotidien*, vendredi 25 mai 2007.

¹² Société canadienne d'hypothèques et de logement (2009). [L'Observateur du logement au Canada 2009](#).

¹³ Freeman, S. (2010). [Canadian Home Prices Continue to Rise](#). *The Globe and Mail*, mercredi 25 août 2010.

¹⁴ Organisation de coopération et de développement économiques (2010). [Étude économique du Canada 2010](#).

¹⁵ Fondations communautaires du Canada (2010). [Appendix Table V-2-i: MLS Average Residential Prices \(\\$\) in Vital Signs Communities, 1995-2008](#).

¹⁶ Fondations communautaires du Canada (2010). [Table V-2-b: Ratio of MLS Average Residential Prices and Median Economic Family Income for Select Vital Signs CMAs, 1995-2008](#).

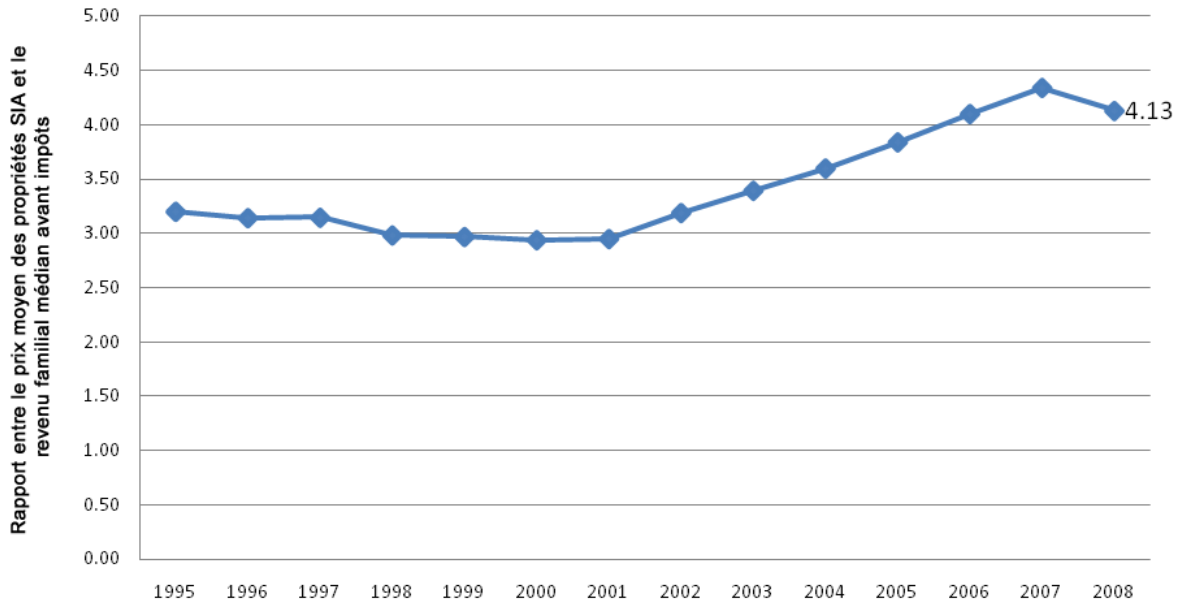
Rapport prix-revenu pour une propriété dans certaines des collectivités participant, 2008

| Ville | Prix moyen du logement (\$) | Revenu familial médian (\$) | Rapport prix-revenu |
|---------------------|-----------------------------|-----------------------------|---------------------|
| London | 212,092 | 71,900 | 2.95 |
| Ottawa-Gatineau, QC | 290,483 | 89,600 | 3.24 |
| Hamilton | 280,790 | 81,700 | 3.44 |
| Kitchener | 271,222 | 78,700 | 3.45 |
| Montréal | 258,028 | 68,000 | 3.79 |
| CANADA | 303,607 | 73,500 | 4.13 |
| Calgary | 405,267 | 95,500 | 4.24 |
| Toronto | 379,943 | 82,200 | 4.62 |
| Victoria | 484,898 | 84,900 | 5.71 |
| Vancouver | 593,767 | 79,300 | 7.49 |

Source: Statistique Canada, 2010; Société canadienne d'hypothèques et de logement, L'Observateur du logement au Canada, 2009

Depuis notre dernière analyse de cet indicateur, en 2007, le rapport prix-revenu a peu changé (4,11 en 2005). Toutefois, dans la décennie qui avait précédé, on avait assisté à une hausse spectaculaire de ce rapport à l'échelle nationale (qui n'était que de 3,20 en 1995). L'augmentation de ce rapport a été plus forte dans les villes de l'Ouest qui participent à *Signes vitaux*, notamment Vancouver, Victoria et Calgary (plus de 84 %); London et Ottawa ont enregistré les hausses les plus faibles (sous la moyenne nationale de 29 %). En d'autres termes, la hausse du prix des propriétés excède celle des revenus, ce qui témoigne d'une baisse de la capacité d'accession à la propriété au Canada.

Rapport prix -revenu des propriétés au Canada, 1995-2008



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, L'Observateur du logement au Canada, 2009

3 Environnement

Depuis le début des années 1990, les émissions de gaz à effet de serre (GES) produites par les véhicules privés ont augmenté de près d'un tiers.¹⁷ À l'heure actuelle, le transport est responsable du quart des émissions de GES au Canada. La moitié provient des véhicules privés.¹⁸ En 2007, les véhicules privés ont libéré dans l'atmosphère l'équivalent de 1 751 kilogrammes de CO₂ par personne.

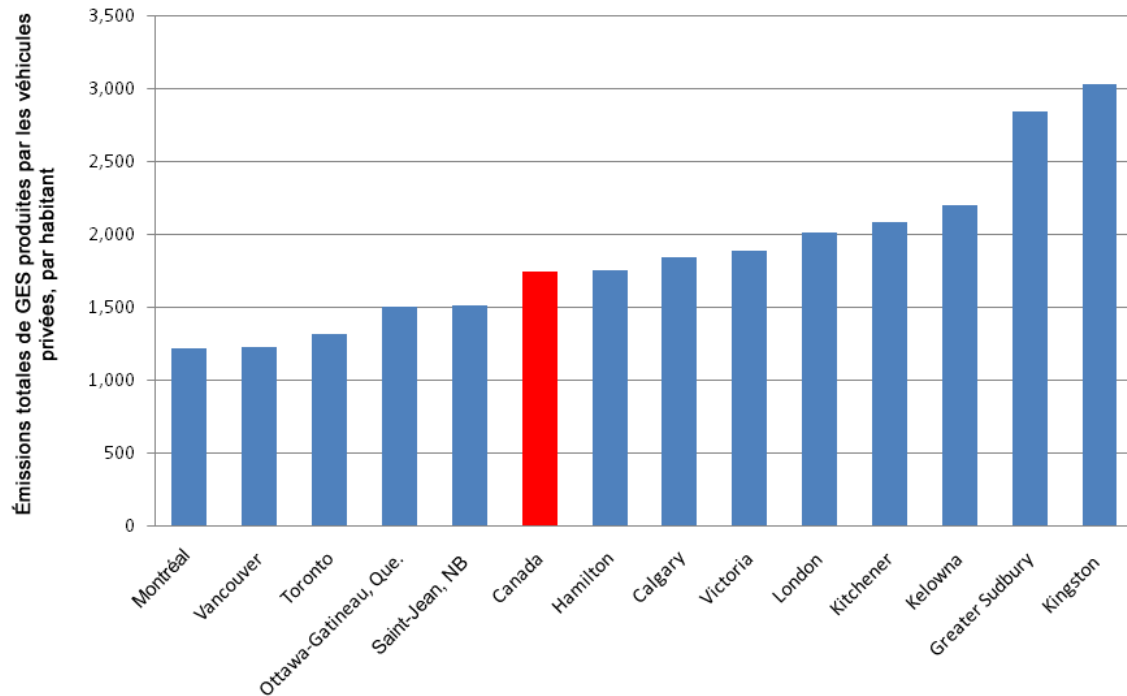
Parmi les collectivités qui ont participé à *Signes vitaux*, Kingston et Sudbury affichent les proportions d'émissions de gaz à effet de serre les plus élevées (l'équivalent de 3 035 et de 2 844 kilogrammes de CO₂). Les taux les plus bas ont été enregistrés à Montréal, Vancouver et Toronto (l'équivalent de 1,219, 1,228 et 1,332 kilogrammes de CO₂).¹⁹ Cet écart pourrait s'expliquer en partie par l'accessibilité aux transports en commun dans les grands centres urbains. Ce constat confirme que le genre de collectivité que nous habitons et les choix de transport qui nous sont proposés déterminent notre utilisation du véhicule privé.

¹⁷ Statistique Canada (2010). [Étude : Émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules privés](#). *Le Quotidien*, jeudi 13 mai 2010.

¹⁸ Environnement Canada (2010). [Inventaire canadien des gaz à effet de serre pour 2008. Résumé des tendances 1990-2008](#).

¹⁹ Fondations communautaires du Canada (2010). Table VIII-2: [Households' greenhouse gas emissions from private vehicle operation, by census metropolitan area, 2007](#).

Émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules privées dans certaines ville participantes, 2007



Source : Statistique Canada, données des tableaux 5 et 6 de « Émissions de gaz à effet de serre produites par les véhicules privés, de 1990 à 2007, de Berouk Terefe »

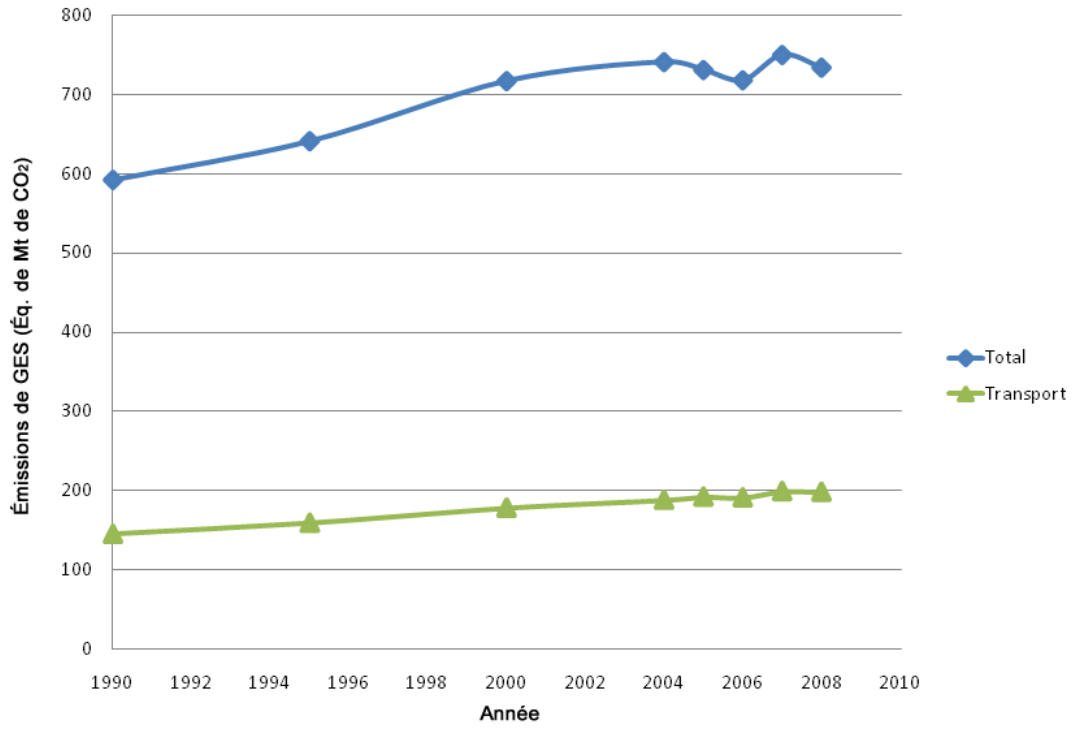
En 2008, les émissions totales de GES ont atteint 734 mégatonnes (Mt), de dioxyde de carbone (CO₂) essentiellement.²⁰ De 1990 à 2008, nos émissions de GES ont grimpé de 24,1 %. Depuis notre dernier rapport (741 Mt en 2004), les progrès ont été minimes : une baisse de seulement 0,9 %. Par ailleurs, notre niveau actuel d'émissions est de 31,5 % au-dessus de la cible de Kyoto (558.4 Mt).²¹ Selon la Fondation David Suzuki, le Canada est l'un des plus grands émetteurs de GES au monde. Il arrive au 28^e rang des 30 pays de l'OCDE les plus riches sur le plan des mesures environnementales.²²

²⁰ Environnement Canada (2010). [Inventaire canadien des gaz à effet de serre pour 2008. Résumé des tendances 1990-2008.](#)

²¹ Environnement Canada (2010). [Le rapport d'inventaire national : 1990-2008, Sources et puits de gaz à effet de serre au Canada.](#)

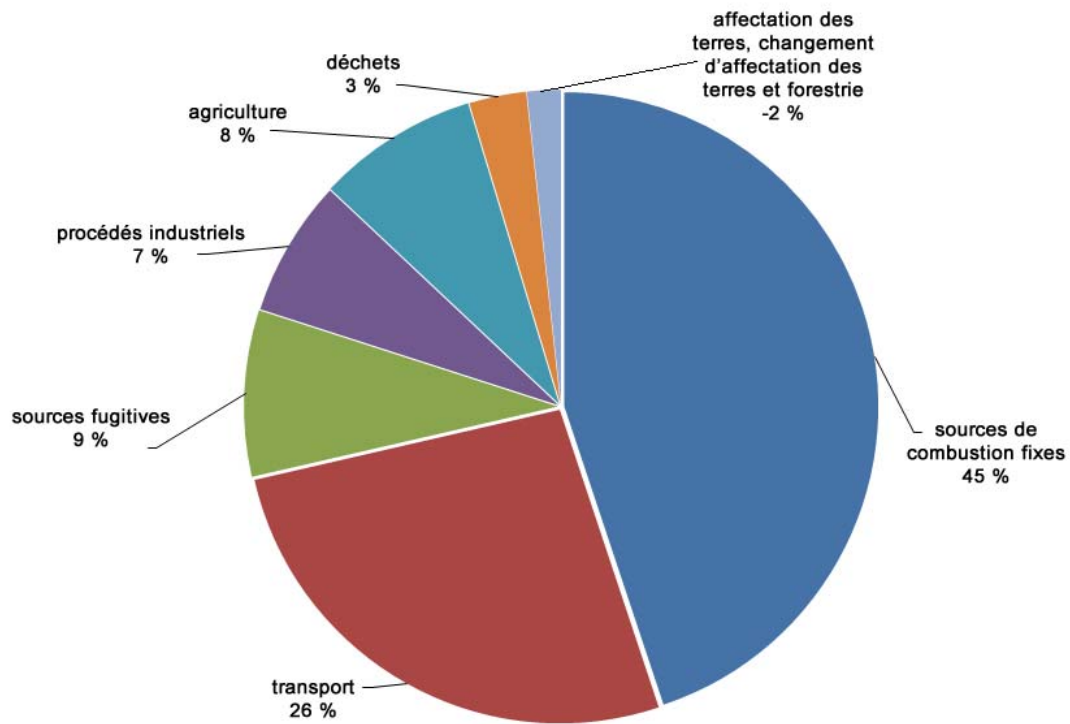
²² Fondation David Suzuki (2005). [Environmental Ranking of High-Income OECD Countries.](#)

Émissions de GES au Canada, 1990-2009



Source : Environnement Canada, 2010.

Sources des émissions de GES au Canada, 2008



Source : Environnement Canada, 2010.

4 Santé

Le bassin de médecins augmente et compte davantage de femmes. En 2008, le nombre de médecins en exercice au Canada a augmenté, pour atteindre 65 440.²³ Le ratio de médecins se situait alors à 196 pour 100 000 habitants. Le taux de médecins (nombre de médecins pour 1 000 personnes) a progressé de 2,6 % depuis 2005 (année de référence utilisée dans notre dernière analyse de cet indicateur) et de 6,5 % depuis 1997 (première année de comptabilisation de cette donnée).²⁴

Une récente étude de l'Institut canadien d'information sur la santé révèle que les femmes occupent une place de plus en plus importante au sein de la profession médicale. En 2008, plus de la moitié (52,1 %) des nouveaux médecins généralistes et près de la moitié (45,1 %) des spécialistes étaient des femmes.²⁵

Les médecins de famille et les généralistes comptent pour un peu plus de la moitié (51,5 %) du corps médical ce qui donne un ratio de 101 médecins pour 100 000 habitants. Du côté des spécialistes, ce ratio se situe à 95 pour 100 000 habitants. De 1997 à 2008, l'augmentation du nombre de médecins de famille (7,4 %) a légèrement dépassé celle du nombre de spécialistes (5,6 %).²⁶

La répartition des médecins à l'échelle du pays demeure inégale, comme en témoignent les rapports *Signes vitaux* locaux. Parmi les régions sociosanitaires participantes, Kingston enregistre le ratio de médecins le plus élevé, avec 330 pour 100 000 habitants. Red Deer affiche le ratio le plus faible, avec 122 médecins pour 100 000 personnes.

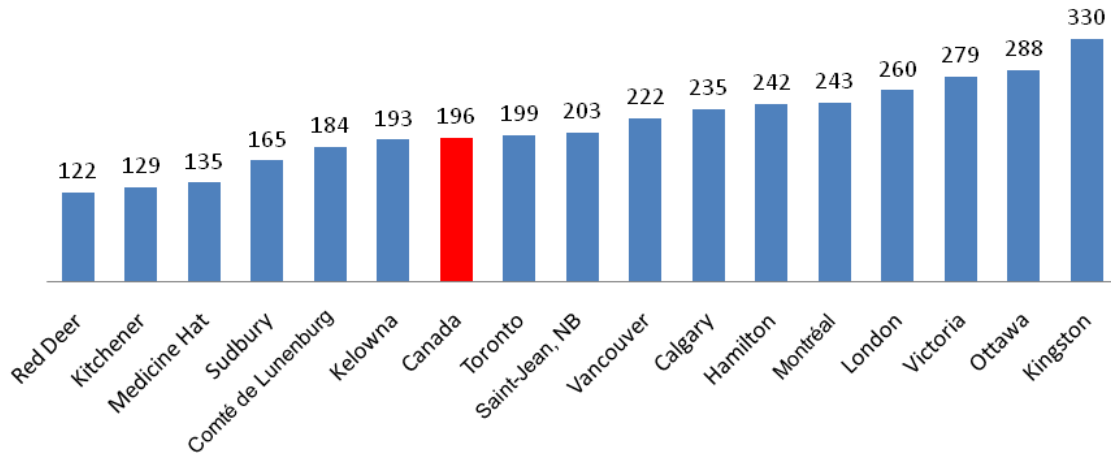
²³ Institut canadien d'information sur la santé (2009). [Hausse de 8 % en cinq ans du nombre de médecins au Canada](#). *Communiqué de presse*, 26 novembre 2009.

²⁴ Fondations communautaires du Canada (2010). Table III-2: [Physicians \(General/Family Physicians and Specialists\) per 100,000 for Vital Signs Health Regions, 1997-2008](#).

²⁵ Institut canadien d'information sur la santé (2009). [Hausse de 8 % en cinq ans du nombre de médecins au Canada](#). *Communiqué de presse*, 26 novembre 2009.

²⁶ Fondations communautaires du Canada (2010). Table III-2: [Physicians \(General/Family Physicians and Specialists\) per 100,000 for Vital Signs Health Regions, 1997-2008](#).

Nombre total de médecins pour 100 000 habitants par régions sociosanitaires participantes, 2008



Source : Institut canadien d'information sur la santé, Rapports sur les indicateurs de la santé, 2009

5 Inégalités socio-économiques

Quelle que soit la méthode utilisée pour évaluer le taux de pauvreté, environ une personne sur 10 au Canada est considérée comme pauvre. Cette mesure date d'avant la récession. En d'autres termes, plus de trois millions de Canadiens et de Canadiennes n'arrivent pas à payer leurs besoins de première nécessité, notamment le logement, la nourriture et l'habillement. De plus, les trois mesures de pauvreté indiquent une détérioration de la situation en 2008, une tendance qui se poursuivra vraisemblablement avec la crise économique.

Au Canada, nous utilisons trois modes d'évaluation de la prévalence de la pauvreté, chacune fondée sur des mesures différentes:

1. Le **SFR (seuil de faible revenu)**: niveau de revenu auquel une famille consacre 20 % de plus que la famille moyenne à la nourriture, au logement et à l'habillement. Selon le SFR, 9,4 % des Canadiens vivaient dans la pauvreté en 2008.²⁷
2. La **MFR (mesure de faible revenu)**: niveau de revenu inférieur à la moitié du revenu moyen des familles de mêmes taille et genre. Selon la MFR après impôt, 13,3 % des Canadiens vivaient dans la pauvreté en 2008.²⁸
3. La **Mesure du panier de consommation (MPC)**: coût du « panier » de biens et services fondamentaux – nourriture, vêtements, chaussures, logement, transport et autres besoins d'une famille. Selon la MPC après impôt, 9,5 % des Canadiens vivaient dans la pauvreté en 2008.²⁹

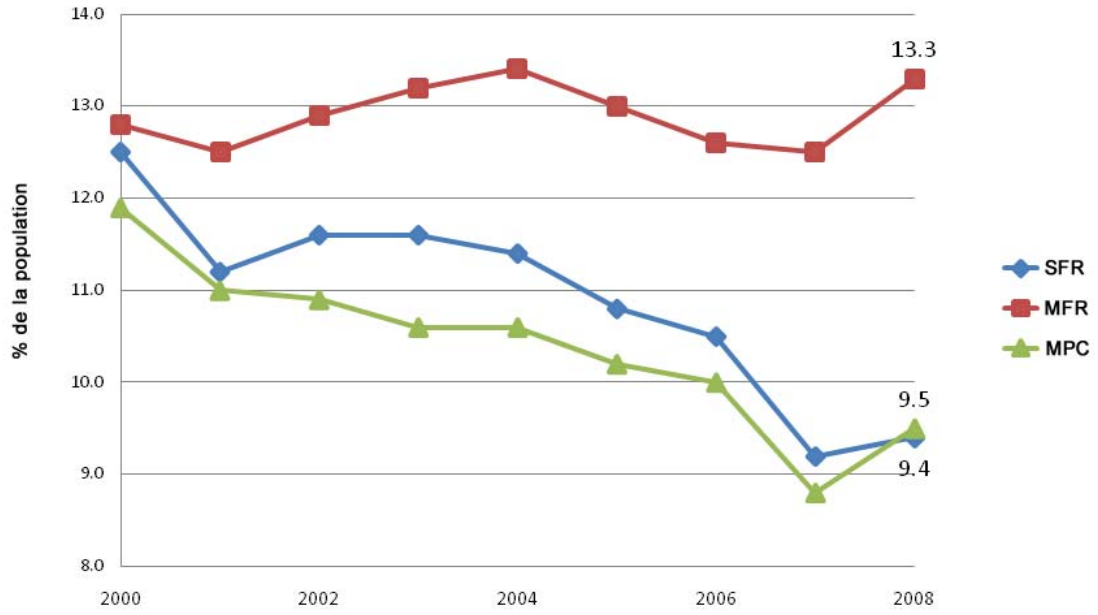
Comme l'illustre le tableau ci-dessous, peu de progrès ont été accomplis sur le plan de la réduction de la pauvreté depuis notre dernière analyse de cet indicateur en 2007. De 2000 à 2007, une période de forte croissance économique, le SFR et la MFR (des mesures « absolues » de la pauvreté) ont diminué de 3,1 et de 2,4 points de pourcentage. Par contre, la MPC (une mesure « relative » de la pauvreté) est demeurée plutôt stable, oscillant autour des 13 %. (Une baisse de la MFR passe par une réduction de l'écart entre riches et pauvres).

²⁷ Fondations communautaires du Canada (2010). Table I-2-c-ii: [Overall Incidence of Poverty for All Persons Based on LICO in Vital Signs CMAs, After-Tax, 1980, 1985, 1990, 1995 and 2000-2008.](#)

²⁸ Fondations communautaires du Canada (2010). Table I-2-c-iii: [Overall Incidence of Poverty for All Persons Based on Low Income Measure \(LIM\) in Vital Signs CMAs, After-Tax, 1985, 1990, 1995, 2000-2008.](#)

²⁹ Fondations communautaires du Canada (2010). Table I-2-c-iv: [Overall Incidence of Poverty for All Persons Based on Market Basket Measure in Vital Signs CMAs, After-Tax, 2000-2008, 2008 base, Per Cent](#)

Prévalence de la pauvreté après impôts au Canada, 2000-2008

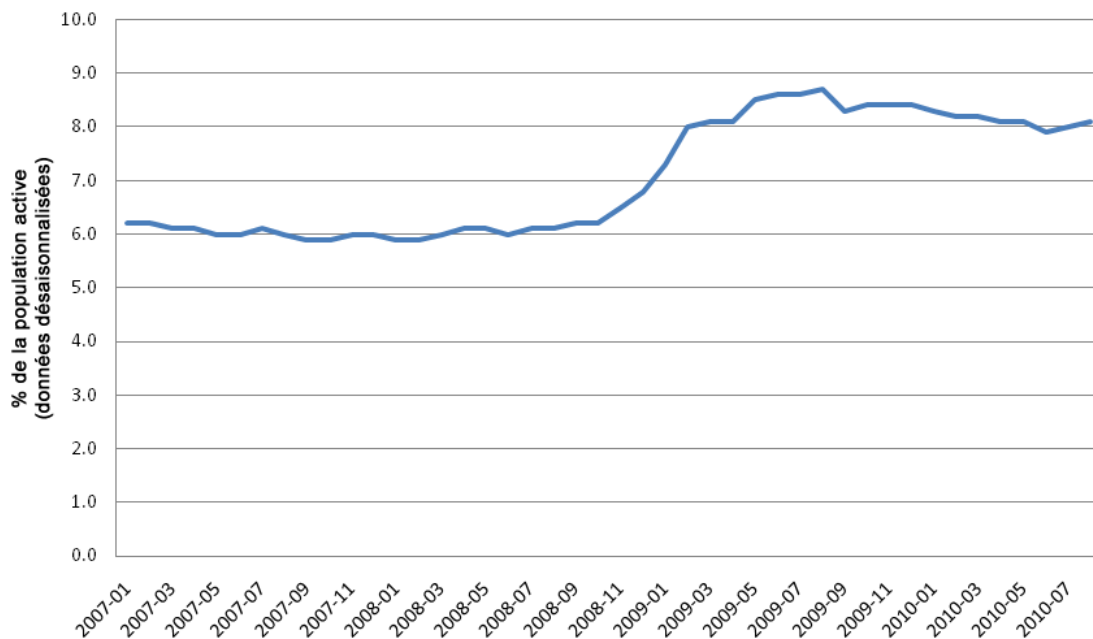


Source : Statistique Canada, CANSIM Tableau 202-0802, 2010

6 Travail

Depuis le début de la crise économique mondiale qui a fait des centaines de milliers de sans-emploi au Canada, le taux de chômage a montré peu de signes d'amélioration. De 2008 à 2009, le taux de chômage à l'échelle nationale a grimpé de 2,2 points de pourcentage, pour se situer à 8,3 %. Ce chiffre représente 1,5 million de nouveaux chômeurs.³⁰ Des rapports plus récents démontrent une stabilisation du taux de chômage mensuel durant la première moitié de 2010, au-dessus de la barre des 8 %.^{31 32}

**Taux de chômage mensuel au Canada,
janvier 2007 - juillet 2010**



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active (EPA), estimations selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, désaisonnalisées, mensuel. Série V13682111

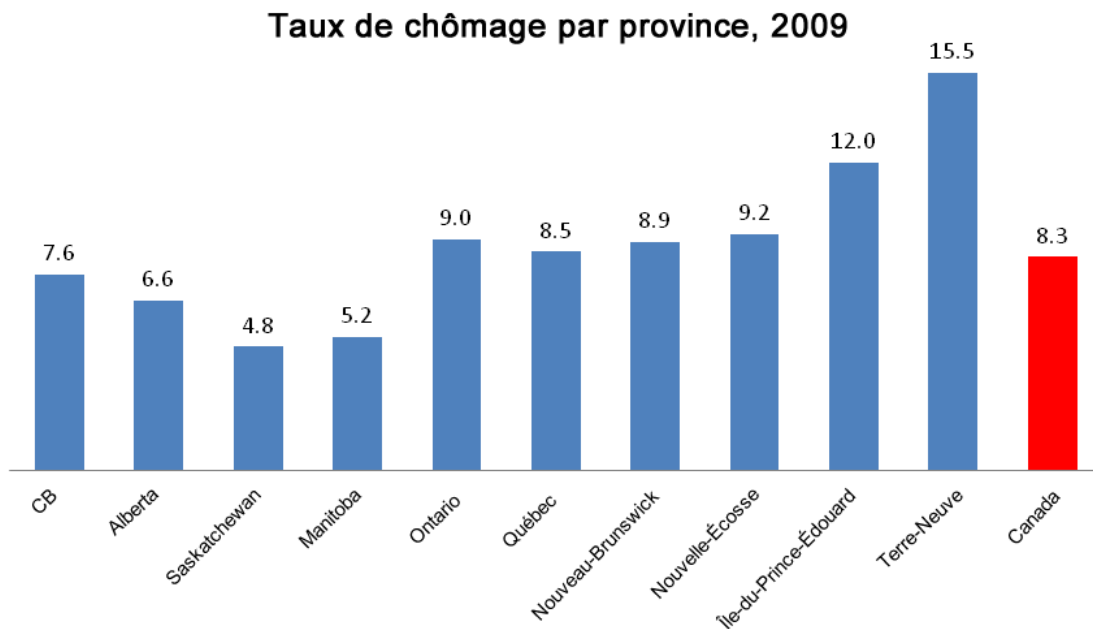
Comme l'illustrent les tableaux suivants, le taux de chômage en 2009 a grandement varié selon les régions.

³⁰ Statistique Canada (2010). CANSIM, tableau 282-0002 : [Population active, occupée et en chômage, et taux d'activité et de chômage, par province, 2009](#).

³¹ Fondations communautaires du Canada (2010). Table IX-2-a-ii: [Unemployment Rate \(15+\) in Vital Signs CMAs and Economic Regions, Seasonally Unadjusted and Adjusted, Monthly, based on 3-month moving average, 2008-2009](#)

³² Statistique Canada (2010). [Caractéristiques de la population active selon la province et la région économique, données non désaisonnalisées, moyennes mobiles de trois mois se terminant en août 2009 et août 2010](#).

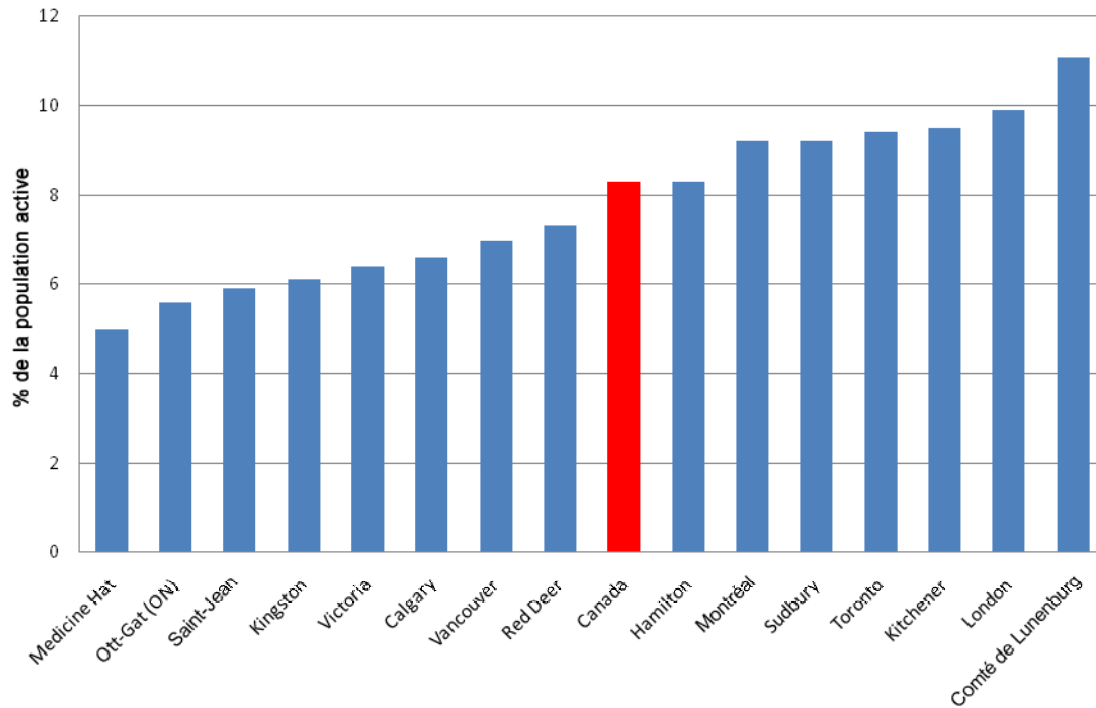
Alors que le Manitoba et la Saskatchewan ont bénéficié des taux les plus bas, les provinces de l'Atlantique et l'Ontario ont enregistré les plus élevés. Parmi les collectivités qui participent à *Signes vitaux*, Medicine Hat, Ottawa-Gatineau (côté ontarien) et Saint-Jean (N.-B.) ont rapporté les taux de chômage les plus faibles (5,0 %, 5,6 % et 5,9 %); le comté de Lunenburg a connu le taux le plus élevé (11,1 %). Les quatre endroits ayant enregistré les pires taux de chômage se trouvent tous en Ontario.³³



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 282-0002, 2010.

³³ Fondations communautaires du Canada (2010). Table IX-2-a-i: [Unemployment Rate \(15+\) in Vital Signs CMAs and CAs, 1987-2009](#)

Taux de chômage dans les collectivités qui participent à Signes vitaux, 2009



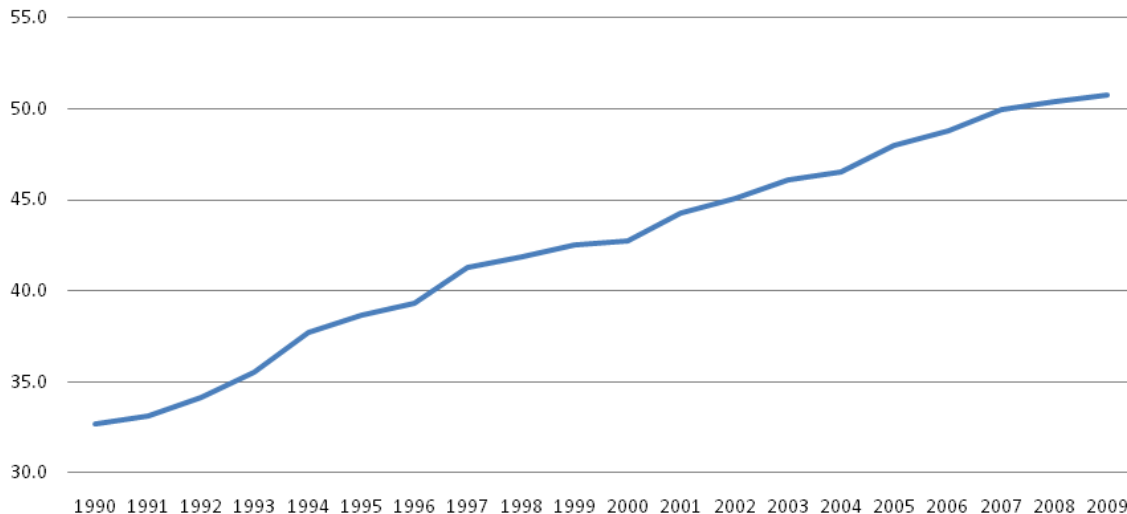
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, tableau 282-0090, 2010

7 Scolarité

De nos jours, les possibilités d'emploi et le potentiel de revenu pour les personnes peu scolarisées sont limités. Il est cependant important de noter qu'actuellement, la moitié des Canadiens de 15 ans et plus possèdent une formation postsecondaire (50,8 % en 2009), en hausse de 2 points de pourcentage par rapport à 2006 (la donnée utilisée pour cet indicateur dans notre rapport 2007) et de 18,1 points de pourcentage par rapport à 1990 (première année de comptabilisation de données comparables).³⁴

Toutes les collectivités qui participent à *Signes vitaux* rapportent une hausse de la proportion de leur population possédant une formation postsecondaire de 1990 à 2009. L'augmentation la plus faible a été constatée à Red Deer (31,4 %) et la plus forte, à Kingston (74,3 %).

Proportion de la population canadienne (15 ans et plus) possédant une formation postsecondaire, 1990-2009



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 282-0004, 2009

³⁴ Fondations communautaires du Canada (2010). Table IV-2-a: [Proportion of the Population \(15 years and over\) with a Post-Secondary Education \(University Degree; Post-Secondary Certificate or Diploma\) for CMAs and Economic Regions, 1990, 2000-2009](#)

8 Sécurité

Depuis 10 ans, les crimes contre la propriété ont diminué de près de 30 %. Par crime contre la propriété, on entend l'effraction, le vol, l'incendie criminel et le vol de véhicules. Contrairement au vol qualifié, considéré commun crime violent, le crime contre la propriété n'implique ni violence, ni menace contre la victime.³⁵

En 2009, les services de police canadiens ont rapporté 4 081 crimes contre la propriété par 100 000 habitants, une chute de 3,9 % par rapport à l'année précédente et de 15,1 % depuis 2006 (donnée utilisée en 2007). En fait, à l'exception d'une légère hausse en 2003, le taux de crimes contre la propriété n'a cessé de diminuer au pays depuis 1998, pour atteindre une baisse totale de 28,4 %.³⁶

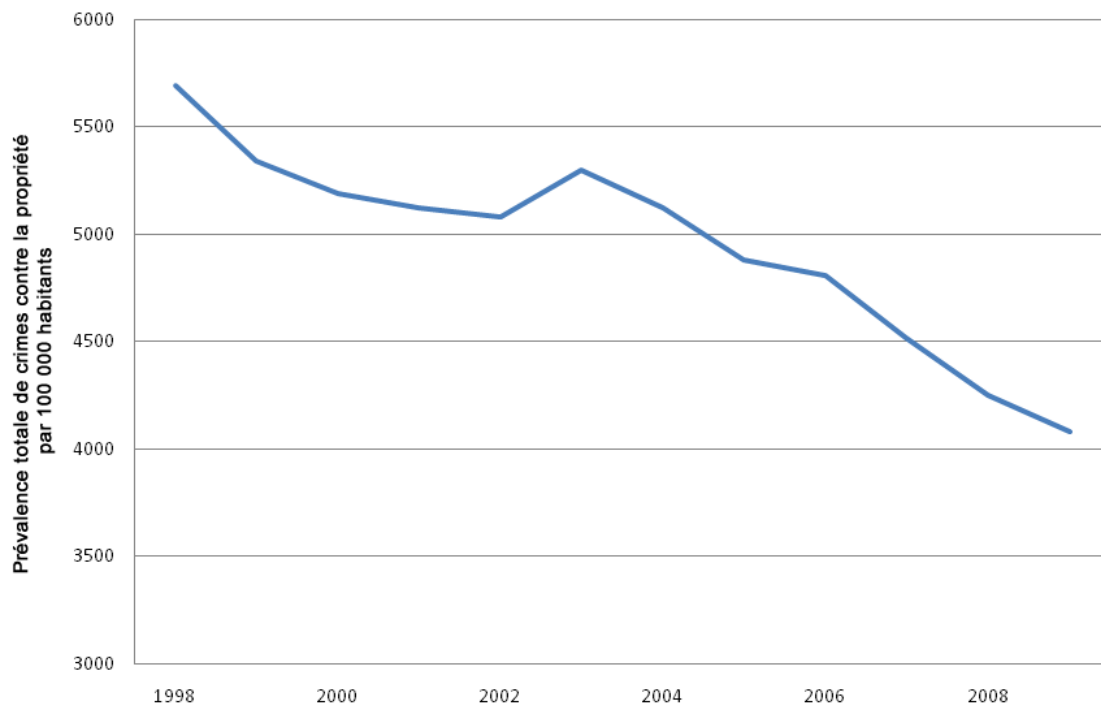
Selon Statistique Canada, les effractions sont en déclin constant depuis les sommets enregistrés au début des années 1990. En 2009, les services de police ont fait état d'à peine plus de 205 000 effractions, dont 6 sur 10 de nature résidentielle. Pour la seconde année consécutive, le nombre de vols de véhicules moteur a reculé considérablement, en baisse de 15 %. En 2009, on a dénombré environ 108 000 vols de véhicules, une moyenne de 300 vols par jour.³⁷

³⁵ Wikipedia (2010). [Property Crime](#). (traduction libre)

³⁶ Fondations communautaires du Canada (2010). Table II-2: [Property Crime Rate per 100,000 Population in Vital Signs Communities, 1991-2008](#).

³⁷ Statistique Canada (2010). [Statistiques déclarées par la police](#). *Le Quotidien*, mardi 20 juillet 2010.

Taux de crimes contre la propriété au Canada, 1998-2008



Source : Statistique Canada, CANSIM, tableau 202-0802, 2010

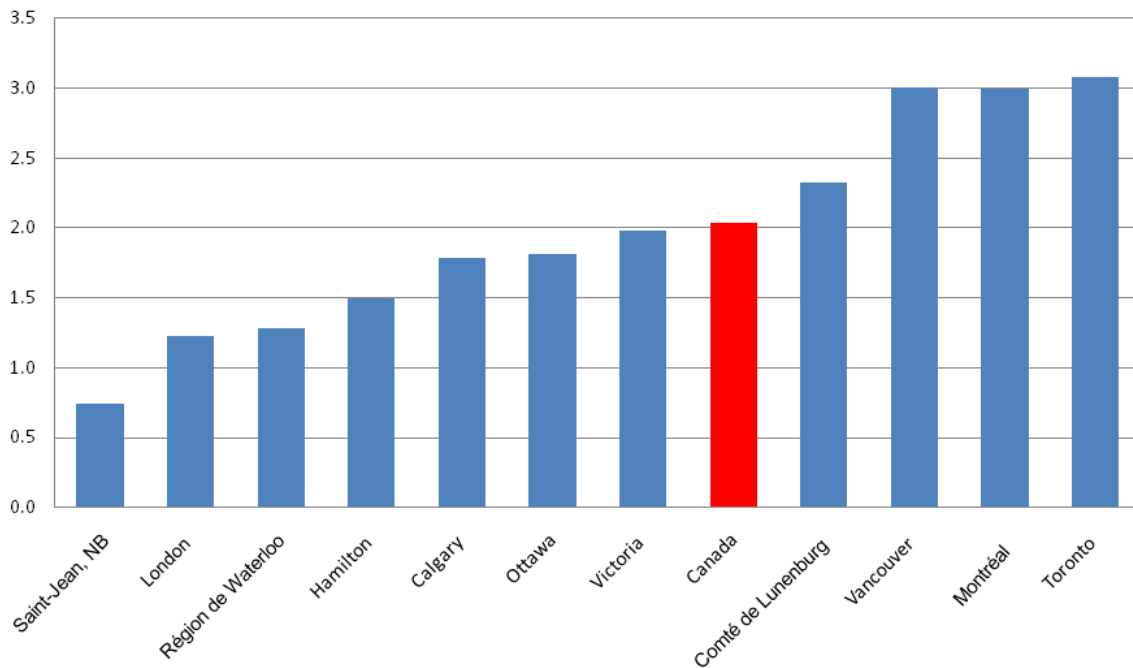
Toutes les collectivités qui participent à *Signes vitaux* ont enregistré une baisse du taux de crimes contre la propriété entre 1998 et 2009. La diminution a été plus modeste à Saint-Jean, au N.-B. (7,6 %), mais spectaculaire à Vancouver (44,7 %).³⁸

³⁸ Fondations communautaires du (2010). Table II-2: [Property Crime Rate per 100,000 Population in Vital Signs Communities, 1991-2008](#).

9 Arts et culture

En 2009, le secteur culturel canadien employait près de 350 000 personnes. Le secteur culturel comprend l'édition, la diffusion cinématographique et vidéo, l'édition et la diffusion Internet, internet, les arts de la scène, la retransmission de sports et les institutions muséales. Bien que le nombre de personnes travaillant dans ce secteur ait grimpé de 40,2 % depuis 1987, leur proportion par rapport à l'ensemble de la population active est restée stable à 2,0 %. Comme nous l'avons déjà noté dans le rapport *Signes vitaux du Canada 2007*, le taux d'emploi de ce secteur est plus important dans les grands centres urbains. En effet, les trois villes participantes qui affichent les taux d'emploi les plus élevés sont Montréal (3,0 %), Vancouver (3,0 %) et Toronto (3,1 %).³⁹

% de personnes employées dans le secteur des arts et de la culture certain villes qui participent à *Signes vitaux*, 2009



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, demande spéciale, programme A060804, 2010

³⁹ Fondations communautaires du Canada (2010). Table VII-2-b: [Employment in Cultural Industries for Vital Signs by CMA and Economic Region, 1987, 2000-2009](#)

10 Appartenance et leadership

Près des deux tiers (65,4 %) des citoyens canadiens de 12 ans et plus déclarent ressentir un sentiment d'appartenance fort ou plutôt fort à leur collectivité. Cette proportion de la population n'a cessé de croître (1,5 point de pourcentage) depuis 2003, année où elle a été comptabilisée pour la première fois.⁴⁰

Pour mesurer le sentiment d'appartenance, on demande aux participants à l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes: « Comment décririez-vous votre sentiment d'appartenance à votre communauté ? »⁴¹ Les personnes qui présentent un sentiment d'appartenance fort sont susceptibles d'entretenir davantage de liens sociaux au sein de leur collectivité et un engagement social plus grand. À l'inverse, les personnes qui ressentent un faible sentiment d'appartenance sont plus à même d'être isolées socialement.⁴² Des études ont démontré un lien étroit entre le sentiment d'appartenance à la collectivité et la santé physique et mentale, même si l'on tient compte de l'âge, de la situation socio-économique et d'autres facteurs.⁴³

Les collectivités qui participent à *Signes vitaux* présentent de grandes différences sur ce plan. C'est à Montréal que le sentiment d'appartenance est le plus faible (54,9 %) et à Saint-Jean, au N.-B., qu'il est le plus fort.⁴⁴

⁴⁰ Fondations communautaires du Canada (2010). Table X-6: [Population 12 and over Reporting A Strong or Somewhat Strong Sense of Community Belonging, by Province and Health Region, 2003, 2005, 2007, and 2008, Per cent](#)

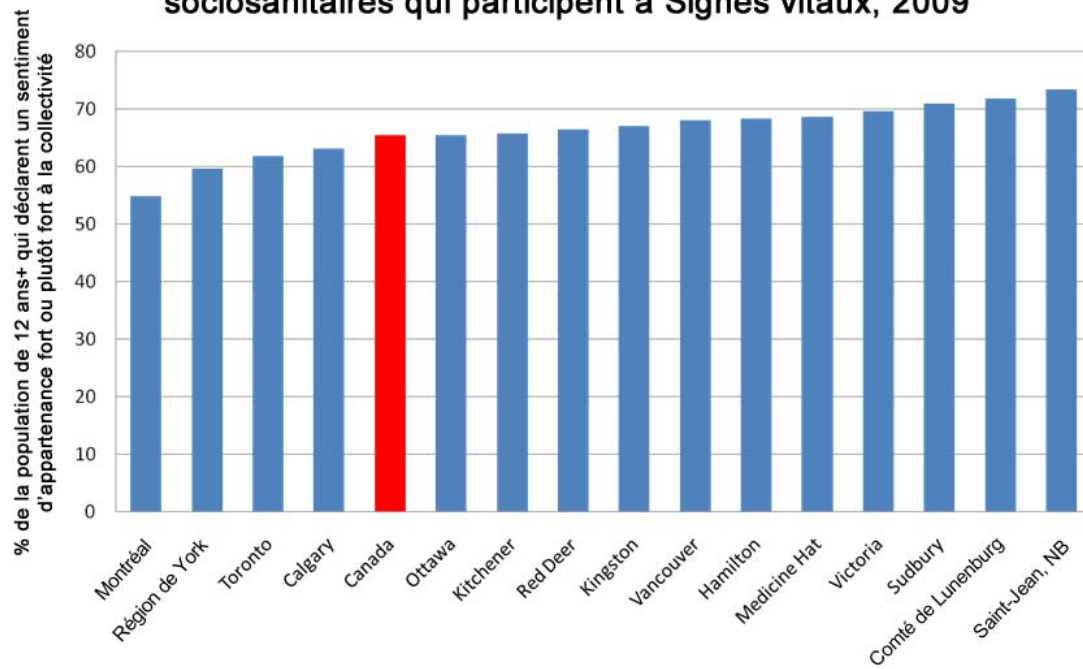
⁴¹ Statistique Canada (2010). [Appartenance à la communauté](#).

⁴² The Source – Women's Health Data Directory (2010). [Sense of Community Belonging](#).

⁴³ Statistique Canada (2010). [Appartenance à la communauté](#).

⁴⁴ Fondations communautaires du Canada (2010). Table X-6: [Population 12 and over Reporting A Strong or Somewhat Strong Sense of Community Belonging, by Province and Health Region, 2003, 2005, 2007, and 2008, Per cent](#)

Sentiment d'appartenance à la collectivité dans les régions sociosanitaires qui participent à Signes vitaux, 2009



Source: Statistique Canada, CANSIM, tableau 105-0501, 2010

Signes vitaux

Signes vitaux est un portrait annuel dressé par des fondations communautaires dans tout le Canada. Il mesure la vitalité de nos collectivités, identifie les grandes tendances et évalue à l'aide d'indicateurs au moins dix déterminants de la qualité de vie. Le programme Signes vitaux est coordonné au niveau national par les [Fondations communautaires du Canada](#).

Les fondations communautaires utilisent le rapport Signes vitaux pour accroître l'efficacité de leurs programmes de subventions, mieux informer leurs donateurs sur les enjeux et solutions de la collectivité et favoriser les liens entre les personnes et les groupes qui ont à cœur ces enjeux.

Études connexes

Il existe au Canada plusieurs programmes d'évaluation du bien-être et de la qualité de vie. Chacun d'eux contribue à une meilleure compréhension de la situation de nos collectivités. Pour en savoir plus sur ces importants programmes, consultez notre section [Études connexes](#).